

Art. 7. Dit besluit, dat de vroegere bepalingen intrekt, heeft uitwerking op 1 september 1991, met uitzondering van de artikelen 3, 2°, en 4 die op 1 september 1993 in werking treden.

Art. 8. De Ministers tot wier bevoegdheid de jeugdzorg en het secundair en basisonderwijs behoren, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 mei 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Jeugdzorg,  
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,  
E. DI RUPO

F. 93 — 2028

[S-C — 29343]

8 JUILLET 1993

Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises en dehors de l'enseignement de promotion sociale de régime 1

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 17 juillet 1987 relatif à l'agrément et au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle continuée;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, modifié par le décret du 19 juillet 1991 et par le décret du 4 février 1993, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 septembre 1991 relatif à l'agrément et au subventionnement d'entreprises d'apprentissage professionnel;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 novembre 1992;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 décembre 1992;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 février 1993;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 1993;

Vu le protocole du 20 avril 1993 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la jeunesse et des Relations internationales,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « autres enseignements » : les enseignements organisés, reconnus ou subventionnés auparavant par l'Etat et actuellement par les Communautés, à l'exclusion de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

Art. 2. Aux conditions et selon les modalités fixées par le présent arrêté, le Conseil des études visé aux articles 31, 48 et 66 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale est autorisé à prendre en considération pour l'admission aux unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 et la sanction de celles-ci, des capacités acquises en dehors des sections ou unités de formations de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 dont les dossiers de référence sont visés aux articles 136 ou 137 du décret susvisé.

Ces capacités peuvent être acquises :

- dans d'autres enseignements;
- dans des centres de formation de l'office de formation de l'office régional et communautaire de la formation professionnelle et de l'emploi, de l'office régional bruxellois de l'emploi ainsi que les centres de formation permanente des classes moyennes;
- dans des organismes de formation agréés en vertu du décret du 17 juillet 1987 relatif à l'agrément et au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle continuée ou de l'arrêté du 16 septembre 1991 relatif à l'agrément et au subventionnement d'entreprises d'apprentissage professionnel;
- par expérience professionnelle;
- par formation personnelle.

Pour l'évaluation de ces capacités, le chef d'établissement est autorisé à utiliser des périodes prélevées sur la partie de sa dotation consacrée au Conseil des études.

#### CHAPITRE II. — Admission des étudiants sur la base de capacité acquises en dehors de l'enseignement de promotion sociale de régime 1

Art. 3. § 1er. Les capacités préalables requises pour l'admission dans une unité de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, ou les titres qui peuvent en tenir lieu, sont précisés aux dossiers pédagogiques des unités de formation, conformément à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

§ 2. Le Conseil des études peut considérer qu'un (plusieurs) titre(s) d'études obtenu(s) dans d'autres enseignements peu(ven)t tenir lieu des titres visés à l'alinéa précédent.

Les documents délivrés par les centres ou organismes de formation reconnus peuvent, sur décision du Conseil des études, tenir lieu de preuve des capacités préalables requises visées à l'alinéa 1er.

De même, ledit Conseil peut prendre en compte des documents justifiant d'une expérience professionnelle pour reconnaître que le candidat possède les capacités préalables requises.

Dans le cas d'absence de titres ou de documents visés dans le présent paragraphe ou lorsque le Conseil des études juge ceux-ci insuffisants, il procède à la vérification desdites capacités par épreuve(s) ou test(s).

§ 3. Le constat par le Conseil des études de ce que le candidat possède les capacités préalables requises à l'admission dans une unité de formation ne peut, de ce seul fait, entraîner la délivrance d'une attestation de réussite d'une autre unité de formation.

Art. 4. Pour l'application de ce chapitre, seul le Conseil des études est habilité à vérifier les capacités préalables requises à l'admission dans une unité de formation. Les décisions prises par le Conseil des études en vertu de l'article 3 sont définitives. Elles sont consignées dans des procès-verbaux signés par chacun des membres du Conseil. Ces procès-verbaux sont conservés pendant deux ans au siège de l'établissement et doivent pouvoir être présentés à tout moment aux membres des Services d'inspection et de vérification de l'enseignement de promotion sociale.

#### CHAPITRE III. — Sanction des études sur la base de capacités acquises en dehors de l'enseignement de promotion sociale de régime 1

Art. 5. § 1er. L'attestation de réussite d'une unité de formation peut être délivrée par le Conseil des études, pour les compétences acquises en dehors de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, pour autant que ces compétences correspondent aux capacités terminales de l'unité de formation, telles que fixées dans le dossier pédagogique. Pour ce faire, ledit Conseil délibère en tenant compte :

1° des résultats d'épreuves, réalisées par l'enseignement de promotion sociale de régime 1 ou par d'autres enseignements, portant sur l'évaluation de capacités équivalentes ou supérieures aux capacités terminales de cette unité de formation;

2° des documents délivrés par les centres et organismes de formation reconnus, des acquis professionnels ou des éléments de formation personnelle fournis par l'élève.

Le Conseil des études vérifie par une épreuve les capacités dont l'intéressé se prévaut en produisant les documents visés à l'alinéa 1er, 2°.

§ 2. La procédure décrite au présent article ne peut être utilisée que pour délivrer à un étudiant une ou plusieurs attestation(s) de réussite lui permettant de capitaliser l'ensemble des attestations de réussite des unités de formation nécessaires à la certification d'une section. De plus, il doit être inscrit à l'unité de formation « épreuve intégrée » si celle-ci est prévue au document 8ter de la section considérée.

Le document 8ter de la section est le document visé à l'article 11 de l'arrêté de l'Exécutif du 18 novembre 1991 précité.

§ 3. L'attestation de réussite de l'unité de formation doit nécessairement être délivrée par un établissement autorisé à organiser cette unité de formation.

Dans ce cas, la composition du Conseil des études doit être conforme à celle qui est prévue en vue de la délivrance de l'attestation de réussite au terme de l'unité de formation concernée.

Art. 6. § 1er. Le Conseil des études chargé d'évaluer et de prendre en compte les capacités visées à l'article 5, peut prendre les dispositions adéquates afin de permettre aux personnes concernées d'acquérir les capacités terminales de l'unité de formation en cause. Ces dispositions se traduisent soit :

— par l'utilisation de périodes prélevées de la dotation de périodes de l'établissement. A l'exception des traitements ou subventions-traitements des membres du personnel, ces périodes n'entraînent aucune autre charge pour la Communauté française.

Les périodes supplémentaires qui seraient ainsi éventuellement utilisées seront considérées, tant pour l'ajustement ultérieur de la dotation de périodes que pour le calcul des périodes-élèves, de la même manière que les périodes consacrées à la part supplémentaire d'une unité de formation de régime 1;

— par l'inscription des personnes concernées dans une partie d'une unité de formation organisée dans l'établissement. Ils ne sont pas considérés comme élèves réguliers et de ce fait n'entraînent aucune charge pour la Communauté française;

§ 2. Les dispositions visées au § 1er de cet article ne peuvent avoir d'autre but que de combler les lacunes ponctuelles se rapportant aux cours théoriques de l'unité de formation ou aux fondements théoriques des réalisations pratiques.

En aucun cas, le nombre de périodes suivies par un étudiant dans le cadre de ce type de remédiation ne peut dépasser le dixième des périodes prévues au document 8bis de l'unité de formation visée à l'article 5.

Le document 8bis de l'unité de formation est le document visé à l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif du 18 novembre 1991 précité.

Art. 7. Les décisions prises par le Conseil des études en vertu de l'article 6 sont définitives. Elles sont consignées dans des procès-verbaux signés par chacun des membres du Conseil. Ces procès-verbaux sont conservés au siège de l'établissement pendant deux ans et doivent pouvoir être présentés à tout moment aux membres des Services d'inspection et de vérification de l'enseignement de promotion sociale.

Les procès-verbaux mentionnant la délivrance d'attestations de réussite sont conservés pendant trente ans.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1993.

Art. 9. Le Ministre du Gouvernement ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juillet 1993.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

## VERTALING

N. 93 — 2028

[S-C — 29343]

**8 JULI 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de wijze van erkenning van de bekwaamheid verworven buiten het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet dd. 16 april 1931 betreffende de erkenning en betoelaging van sommige instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, gewijzigd bij de decreten van 19 juli 1991 en 4 februari 1993, inz. artikel 8;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 16 september 1991 betreffende de erkenning en subsidiëring van ondernemingen voor het aanleren van een beroep;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 tot vaststelling van de regels voor de aanpassing van de lestijndotaties in het onderwijs voor sociale promotie, gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 23 december 1992;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 15 februari 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting dd. 29 april 1993;

Gelet op het protocol dd. 20 april 1993 van de gemeenschappelijke vergadering van Sectorcomité IX en van het comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, 2e afdeling;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Bepalingen**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient men onder « andere onderwijsnetten » te verstaan : de vroeger door de Staat, nu door de Gemeenschappen ingerichte, erkende of gesubsidieerde onderwijsnetten, met uitsluiting van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

**Art. 2.** Tegen de voorwaarden en volgens de door dit decreet vastgestelde modaliteiten wordt de studieraad, bedoeld bij de artikelen 31, 48 en 66 van het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, ertoe gemachtigd, voor de toelating tot de opleidingseenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 en de bekrachtiging ervan de bekwaamheid in aanmerking te nemen die verworven werd buiten de opleidingsafdelingen of -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 waarvan de verwijzingsdossiers in de artikelen 136 of 137 van hogervermeld decreet bedoeld zijn.

Deze bekwaamheid kan verworven worden :

— in andere onderwijsnetten;

— in opleidingscentra van de opleidingsdienst van de regionale en gemeenschapsdienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling van ORBEM (Dienst voor tewerkstelling te Brussel) alsmede de centra voor permanente vorming van de middenstand;

— in opleidingsorganen, erkend krachtens het decreet d.d. 17 juli 1987 betreffende de erkenning en de betoelaging van sommige instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding, of krachtens het besluit d.d. 16 september 1991 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning en de subsidiëring van « Entreprises d'Apprentissage Professionnel » (Ondernemingen voor het Aanleren van een Beroep)

— door beroepservaring;

— door eigen vorming.

Voor de taxering van deze bekwaamheid wordt het inrichtingshoofd ertoe gemachtigd lestijden uit het deel van zijn dotatie besteed aan de studieraad, te gebruiken.

**HOOFDSTUK II. — Toelating van studenten**

*op grond van de bekwaamheid verworven buiten het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1*

**Art. 3. § 1.** De voorafgaande bekwaamheid vereist voor de toelating tot een opleidingseenheid van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, en de bekwaamheidsbewijzen die ze kunnen vervangen, worden in de opvoedkundige dossiers van de opleidingseenheden vermeld, overeenkomstig artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

§ 2. De studieraad mag beslissen dat een of meer studiebewijzen verkregen in andere onderwijsnetten de in vorig lid bedoelde bekwaamheidsbewijzen kunnen vervangen.

De door de erkende opleidingscentra of -organen uitgereikte bekwaamheidsbewijzen kunnen bij beslissing van de studieraad de in lid 1 bedoelde vereiste voorafgaande bekwaamheid vervangen.

Bedoelde raad mag eveneens documenten ter staving van een beroepservaring in aanmerking nemen om te erkennen dat een kandidaat de vereiste voorafgaande bekwaamheid bezit.

Bij gebrek aan de in deze § bedoelde bewijzen of documenten of wanneer de studieraad deze onvoldoende acht, gaat hij door proeven bedoelde bekwaamheid na.

§ 3. De vaststelling door de studieraad dat de kandidaat de voorafgaande vereiste bekwaamheid bezit om toegelaten te worden tot een opleidingseenheid, kan het uitreiken van een attest van welslagen in een andere opleidingseenheid niet tot gevolg hebben.

Art. 4. Voor de toepassing van dit hoofdstuk is enkel de studieraad gemachtigd om de vereiste voorafgaande bekwaamheid voor de toelating tot een opleidingseenheid na te gaan. De krachtens artikel 3 door de studieraad genomen beslissingen zijn definitief. Ze worden in de door elk van de leden van de raad ondertekende notulen vermeld. Deze notulen worden gedurende twee jaar ten zetel van de inrichting bewaard en moeten op elk ogenblik aan de leden van de Inspectie- en Verificatiediensten van het onderwijs voor sociale promotie kunnen worden voorgelegd.

**HOOFDSTUK III. — Bekrchtiging van de studies op grond van de bekwaamheid  
verworven buiten het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1**

Art. 5. § 1. Het attest van welslagen in een opleidingseenheid kan door de studieraad voor de bekwaamheid verworven buiten het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 worden uitgereikt, voor zover deze bekwaamheid overeenstemt met de eindbekwaamheid in de opleidingseenheid, zoals vastgesteld in het pedagogisch dossier. Daartoe beraadslaagt bedoelde raad rekening houdend met :

1° de uitslagen van de proeven in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 of andere onderwijsvormen, die betrekking hebben op de beoordeling van een gelijkwaardige of hogere bekwaamheid dan de eindbekwaamheid van die opleidingseenheid;

2° de documenten uitgereikt door de erkende opleidingscentra en -organen, met de opgedane beroepservaring of met de door de student verstrekte elementen van persoonlijke opleiding.

De studieraad van studies gaat door een proef de bekwaamheid na waarop de betrokkene zich beroept door de in lid 1, 2° bedoelde documenten voor te leggen.

§ 2. De in dit artikel geschetste procedure mag slechts worden aangewend om een student een of meer attest(en) van welslagen uit te reiken die hem de mogelijkheid zullen geven om het geheel van de attesten van welslagen van de voor de certificatie van een afdeling nodige opleidingseenheden te capitaliseren. Bovendien moet hij bij de opleidingseenheid « geïntegreerd examen » ingeschreven zijn indien laatstgenoemde in document 8ter van de betrokken afdeling voorkomt.

Document 8ter van de afdeling is het in artikel 11 van voormeld besluit van de Executieve dd. 18 november 1991 bedoelde document.

§ 3. Het attest van welslagen van de opleidingseenheid moet worden uitgereikt door een inrichting die gemachtigd is deze opleidingseenheid te organiseren.

In dat geval moet de samenstelling van de studieraad overeenstemmen met die, bepaald met het oog op het uitreiken van het attest van welslagen na afloop van de betrokken opleidingseenheid.

Art. 6. § 1. De studieraad die belast is met de beoordeling en het in aanmerking nemen van de in artikel 5 bedoelde bekwaamheid, kan maatregelen treffen om de betrokken personen de mogelijkheid te geven, de eindbekwaamheid van de betrokken opleidingseenheid te verwerven.

Deze maatregelen behelzen :

— de aanwending van lestijden uit de dotatie van de inrichting. Met uitzondering van de wedden of weddetoeelagen van de personeelsleden hebben deze lestijden geen last voor de Franse Gemeenschap tot gevolg.

De bijkomende lestijden die eventueel zo worden aangewend, zullen zowel voor de latere aanpassing van de lestijden-dotatie als voor de berekening van de lestijden-leerlingen op dezelfde wijze beschouwd worden als de lestijden gewijd aan het bijkomende deel van een opleidingseenheid van stelsel 1;

— de inschrijving van de betrokken personen in een deel van een opleidingseenheid georganiseerd in de inrichting. Zij worden niet beschouwd als regelmatig ingeschreven leerlingen en hebben daardoor geen last voor de Franse Gemeenschap tot gevolg.

§ 2. De in § 1 van dit artikel bedoelde bepalingen mogen alleen tot doel hebben, in de leemten te voorzien die betrekking hebben op de theoretische leergangen van de opleidingseenheid of op de theoretische grondslagen van de praktische verwezenlijkingen.

In geen geval mag het aantal door een student gevolgde lestijden in het raam van die remediatie een tiende overschrijden van de in document 8bis van de in artikel 5 bedoelde opleidingseenheid bepaalde lestijden.

Document 8bis van de opleidingseenheid is het in artikel 7 van hoger vermeld besluit van de Executieve dd. 18 november 1991 bedoelde document.

Art. 7. De beslissingen getroffen door de studieraad krachtens artikel 6 zijn definitief. Ze worden in door elk lid van de raad van studies ondertekende notulen opgetekend. Deze notulen worden ten zetel van de inrichting tijdens twee jaar bewaard en moeten op elk ogenblik aan de leden van de Inspectie- en Verificatiediensten van het onderwijs voor sociale promotie kunnen worden voorgelegd.

De notulen die het uitreiken van attesten van welslagen vermelden, worden gedurende dertig jaar bewaard.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1993.

Art. 9. De Minister, bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juli 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,  
Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN